



Budget supplémentaire des dépenses (A), 2024-2025

Publié : le 2024-05-20

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représenté par la présidente du Conseil du Trésor, 2024

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue BT31-2/1F-PDF
ISSN: 1702-515X

Ce document est disponible sur le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse www.canada.ca

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2024-25

Budget supplémentaire des dépenses (A), 2024-2025

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Alors que le Budget principal des dépenses donne un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice financier à venir, les Budgets supplémentaires des dépenses présentent des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés lors de la préparation du Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés après le dépôt de celui-ci pour tenir compte de l'évolution de certains programmes et services.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2024-2025 est le premier des trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour le présent exercice.

Sur cette page

- [Points saillants](#)
- [Principaux postes](#)
- [Comparaison du budget fédéral de 2024 et des budgets des dépenses](#)
- [Renseignements supplémentaires et techniques](#)
- [Budget des dépenses par organisation](#)
- [Détails par organisation](#)

▼ Dans cette section

- Agence de développement économique du Pacifique Canada
- Bureau de l'infrastructure du Canada
- Bureau du secrétaire du gouverneur général
- Conseil de recherches en sciences humaines
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
- Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
- Ministère de l'Emploi et du Développement social
- Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
- Ministère de la Santé
- Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile
- Ministère des Anciens Combattants
- Ministère des Finances
- Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
- Ministère des Ressources naturelles
- Ministère des Services aux Autochtones
- Ministère des Transports
- Ministère du Patrimoine canadien
- Secrétariat du Conseil du Trésor
- Service administratif des tribunaux judiciaires
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Société du Centre national des Arts
- Téléfilm Canada
- VIA HFR - VIA TGF Inc.

- Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits



Sommaire de l'organisation
(CSV (Comma separated values)),
74 KO (Kilo octets))



Explication du besoin
(CSV (Comma separated values)),
17 KO (Kilo octets))



Liste des paiements de transfert

(CSV (Comma separated values), 6 KO (Kilo octets)).

Points saillants

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2024-2025 présente des dépenses budgétaires supplémentaires totalisant 12,7 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 11,2 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de l'ordre de 1,5 milliard de dollars.

Tableau 1. Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses, Budget des dépenses 2024-2025 (dollars)

	Budget principal	Budget supplémentaire A	Budget supplémentaire B	Budget supplémentaire C	Total
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	191 565 674 548	11 187 495 220	0	0	202 753 169 768
Postes législatifs	257 611 327 729	1 473 921 440	0	0	259 085 249 169
Total des dépenses budgétaires	449 177 002 277	12 661 416 660	0	0	461 838 418 937
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	227 703 000	0	0	0	227 703 000
Postes législatifs	1 015 106 242	1 257 410 000	0	0	2 272 516 242
Total des dépenses non budgétaires	1 242 809 242	1 257 410 000	0	0	2 500 219 242

Crédits votés

Si elles sont approuvées par le Parlement, les dépenses budgétaires votées augmenteront de 11,2 milliards de dollars (5,8 %) et totaliseront 202,8 milliards de dollars. Voici les principaux objectifs des

nouvelles dépenses votées ainsi que les organisations qui en sont responsables :

- règlements concernant des griefs du passé et des préjudices historiques commis à l'encontre des peuples autochtones (ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : notamment 1,8 milliard de dollars pour les revendications relatives aux avantages agricoles, 1,5 milliard de dollars pour le règlement relatif aux externats indiens fédéraux et aux élèves externes des pensionnats indien, 1,0 milliard de dollars pour le Fonds de règlement des revendications particulières, 447,9 millions de dollars pour les revendications historiques, 393,1 millions de dollars pour les revendications territoriales et les litiges connexes et 303,6 millions de dollars pour le règlement des foyers familiaux indiens fédéraux);
- services aux Autochtones (ministère des Services aux Autochtones : notamment 769,7 millions de dollars pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées et 633,5 millions de dollars pour les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations);
- soutien et services offerts aux migrants (ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 411,2 millions de dollars pour le Programme fédéral de santé intérimaire et 314,5 millions de dollars pour le Programme d'aide au logement provisoire);
- remises à l'achat de véhicules à zéro émission (ministère des Transports : 604,9 millions de dollars).

De nombreuses organisations demandent du financement pour deux initiatives horizontales : la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique et le Fonds d'équité en santé autochtone.

Compte tenu de ces activités et d'autres activités, cinq organisations demandent chacune au moins 500 millions de dollars (excluant les transferts) à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (5,6 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (2,2 milliards de dollars);
- le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (951,5 millions de dollars);
- le ministère des Transports (604,9 millions de dollars);
- le ministère des Anciens Combattants (528,3 millions de dollars).

Dépenses législatives

Les changements apportés aux prévisions des dépenses législatives sont indiqués dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur le total des dépenses estimatives des organisations. Les dépenses budgétaires législatives devraient augmenter de 1,5 milliard de dollars (0,6 %) et totaliser 259,1 milliards de dollars. Les changements les plus importants correspondent aux prévisions à jour présentées dans le budget fédéral de 2024 :

- une hausse de 1,9 milliard de dollars des frais de la dette publique (augmentation de 764,0 millions de dollars des intérêts sur la dette non échue et de 1,1 milliard de dollars des autres frais d'intérêts), principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt prévue et des besoins d'emprunt grandissants;
- une réduction de 533,0 millions de dollars des prestations aux aînés (diminution de 469,0 millions de dollars du Supplément de revenu garanti et de 123,0 millions de dollars des versements d'allocations, partiellement compensées par une augmentation de 59,0 millions de dollars des versements de la Sécurité de la vieillesse) en raison de la révision du nombre prévu de bénéficiaires.

Les dépenses législatives non budgétaires devraient augmenter en raison de l'annonce en septembre 2023 du financement supplémentaire de 1,3 milliard de dollars accordé au Fonds de fiducie pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international.

Principaux postes

La liste ci-dessous présente les principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour obtenir l'approbation du Parlement.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 1,8 milliard de dollars

Fonds destinés à la mise en œuvre de la stratégie de règlement accéléré des revendications relatives aux avantages agricoles

Les traités numérotés sont une série de 11 traités conclus entre la Couronne et les Premières Nations entre 1871 et 1921. Ces fonds serviront à négocier et à régler des revendications relatives aux avantages agricoles liées aux

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 1,5 milliard de dollars

Fonds destinés à la mise en œuvre du règlement relatif aux externats indiens fédéraux et aux élèves externes des pensionnats indiens (McLean et Gottfriedson)

Ces fonds serviront à couvrir les paiements d'indemnisation ainsi que les frais administratifs et relatifs aux services juridiques qui sont liés à ces deux conventions.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 1,0 milliard de dollars

Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières

Les revendications particulières sont des griefs formulés contre le gouvernement fédéral concernant des manquements présumés à ses obligations découlant de traités historiques ou la mauvaise gestion des terres et des biens autochtones. Les règlements des revendications particulières et les indemnités accordées par les tribunaux, dont la valeur peut atteindre 150 millions de dollars, sont payés à partir du Fonds de règlement des revendications particulières. Ce fonds est réapprovisionné en fonction des paiements prévus pour les règlements négociés et les indemnités accordées par les tribunaux.

Ministère des Services aux Autochtones : 769,7 millions de dollars

Fonds destinés au Programme amélioré pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations

Ces fonds serviront à construire une nouvelle infrastructure d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées dans les réserves, à réparer et à mettre à niveau les réseaux existants, à exploiter et à entretenir les installations, à former les opérateurs des réseaux, à surveiller et à analyser l'eau potable ainsi qu'à développer la capacité de gouvernance locale.

Ministère des Services aux Autochtones : 633,5 millions de dollars

Fonds destinés au maintien et à la progression de la réforme du programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations

Ces fonds permettront d'améliorer les services offerts pour faire en sorte que les enfants puissent être pris en charge comme il se doit dans leur communauté, notamment en atténuant l'incidence de la pauvreté et de l'éloignement et en améliorant la disponibilité de logements sûrs et adéquats pour les enfants vivant dans les réserves.

Ministère des Transports : 604,9 millions de dollars

Fonds destinés au Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (budget fédéral de 2024)

Ces fonds serviront à offrir des remises pouvant atteindre 5 000 \$ à l'achat de véhicules légers à zéro émission admissibles (véhicules électriques à batterie, véhicules hybrides rechargeables et véhicules à pile à hydrogène).

Ministère des Anciens Combattants : 471,4 millions de dollars

Fonds destinés à l'entente de règlement finale Manuge

Le 17 janvier 2024, la Cour fédérale a approuvé un règlement visant à résoudre un recours collectif certifié concernant les erreurs commises dans le calcul de certaines prestations de pension d'invalidité administrées par Anciens Combattants Canada. Les prestations étaient payables aux membres et aux anciens membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada ainsi qu'à leurs époux ou épouses, conjoints ou conjointes de fait, survivants ou survivantes, à d'autres personnes apparentées et à leur succession. Les 471,4 millions de dollars sont destinés à l'indemnisation et aux frais administratifs des anciens combattants. Un montant supplémentaire de 56,9 millions de dollars est consacré aux membres de la GRC.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 447,9 millions de dollars

Fonds destinés au règlement des revendications historiques

Le gouvernement fédéral est déterminé à désamorcer les contestations judiciaires au moyen de discussions respectueuses et en ayant recours à la médiation. Ainsi, il participe activement à des discussions liées à diverses contestations judiciaires. Ces fonds permettront au ministère d'être en mesure de mettre rapidement en œuvre les règlements négociés si des accords sont conclus.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 411,2 millions de dollars

Fonds destinés au Programme fédéral de santé intérimaire (budget fédéral de 2024)

Le Programme fédéral de santé intérimaire offre une protection limitée et temporaire en matière de soins de santé à certains groupes de ressortissants étrangers, notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés, qui ne sont pas encore admissibles à un régime provincial ou territorial d'assurance-maladie.

Comparaison du budget fédéral de 2024 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2024 et les budgets des dépenses de 2024-2025. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Tableau 2. Comparaison du budget fédéral de 2024 et des budgets des dépenses à ce jour en 2024-2025

	2024-2025 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2024-2025	461,8
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2024	1,6
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	66,8
Notamment :	

	2024-2025 (milliards de dollars)
Prestations d'assurance-emploi	26,6
Allocation canadienne pour enfants	28,1
Autres crédits d'impôt et remboursements	12,1
Plus : Recettes nettes	14,2
Moins : Rajustements comptables et autres	(8,2)
Budget fédéral de 2024 (Total – Dépenses projetées pour 2024-2025)	534,6

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans le budget fédéral, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans le budget fédéral. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre dépenses fiscale ou crédit d'impôt remboursable.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans le budget fédéral sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour les affectations bloquées dans les autorisations votées et pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment du budget fédéral de 2024 et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations votées

Aucune modification à la structure gouvernementale n'est entrée en vigueur depuis la publication du Budget principal des dépenses de 2024-2025.

Aucune autorisation nouvelle ou modifiée n'est demandée au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses.

Lois de crédits en 2024-2025

La *Loi de crédits no 1 pour 2024-2025*, qui a reçu la sanction royale le 22 mars 2024, a fourni des crédits provisoires s'élevant à 74 011 525 281 \$ aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

En juin 2024, la présidente du Conseil du Trésor déposera un projet de loi visant à fournir les crédits restants pour le Budget principal des dépenses 2024-2025 et un autre projet de loi visant à fournir des crédits pour répondre aux besoins en matière de dépenses figurant dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2024-2025.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- les points saillants des besoins financiers supplémentaires et des demandes de financement importantes;
- une comparaison du budget fédéral de 2024 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2024-2025;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- un résumé des lois de crédits pour l'exercice financier en cours;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet, conformément au Cadre ministériel des résultats de chaque organisation;
- une liste des postes horizontaux présentant des besoins de financement;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 129 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2024-2025. De ces organisations, 23 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 3. Budget des dépenses par organisation (dollars)

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	865 964 449	1 074 515 043	1 194 373 969	0	1 194 373 969
Administration du pipe-line du Nord	299 098	572 629	569 670	0	569 670
Agence canadienne d'évaluation d'impact	72 505 478	99 378 247	106 644 374	0	106 644 374
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 008 445 450	909 551 365	856 278 798	0	856 278 798
Agence canadienne de développement économique du Nord	105 077 343	86 683 912	71 387 976	0	71 387 976
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	544 114 720	586 839 433	316 189 481	0	316 189 481
Agence de développement économique du Pacifique Canada	222 083 047	210 319 523	120 771 053	2 480 000	123 251 053
Agence de la santé publique du Canada	5 785 777 716	5 061 535 770	1 868 507 260	0	1 868 507 260
Agence de promotion économique du Canada atlantique	433 126 028	518 165 933	385 643 353	0	385 643 353
Agence des services frontaliers du Canada	2 594 542 452	2 809 824 214	2 649 606 362	0	2 649 606 362

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Agence du revenu du Canada	13 111 474 042	15 773 270 903	17 579 455 563	0	17 579 455 563
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	132 077 866	76 619 038	55 141 574	0	55 141 574
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	599 186 696	460 998 282	228 681 532	0	228 681 532
Agence Parcs Canada	1 156 609 041	1 352 566 980	1 229 206 968	0	1 229 206 968
Agence spatiale canadienne	498 235 495	560 888 394	413 967 469	0	413 967 469
Autorité du pont Windsor-Détroit	793 291 043	1 727 843 809	951 657 774	0	951 657 774
Bibliothèque du Parlement	52 353 886	63 922 223	62 860 029	0	62 860 029
Bibliothèque et Archives du Canada	200 500 915	206 052 082	199 806 690	0	199 806 690
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	36 813 980	39 741 364	40 619 347	0	40 619 347
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 761 714	6 625 344	7 462 410	0	7 462 410
Bureau de l'infrastructure du Canada	6 828 959 017	9 918 533 734	8 205 210 016	13 117 693	8 218 327 709
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	712 161 752	733 463 219	788 800 057	0	788 800 057
Bureau du commissaire au renseignement	2 484 838	2 555 387	2 575 853	0	2 575 853
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 580 530	8 333 174	8 575 563	0	8 575 563
Bureau du Conseil privé	242 937 156	227 180 884	243 350 586	0	13 243 350 586

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	965 744	1 464 676	1 597 101	0	1 464 676
Bureau du directeur des poursuites pénales	208 726 560	219 075 083	208 453 021	0	208 726 560
Bureau du directeur général des élections	213 133 374	204 854 210	259 288 288	0	259 288 288
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 495 930	7 640 981	7 870 893	0	7 640 981
Bureau du secrétaire du gouverneur général	25 240 010	24 254 893	25 570 788	3 456 000	29 028 893
Bureau du surintendant des institutions financières	239 746 140	294 725 987	321 937 861	0	321 937 861
Bureau du vérificateur général	127 855 729	122 550 450	127 415 620	0	127 415 620
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	13 155 369	10 423 848	11 596 606	0	11 596 606
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	88 153 379	112 239 124	104 126 301	0	104 126 301
Centre de la sécurité des télécommunications	931 247 894	991 698 487	1 041 683 002	0	1 041 683 002
Centre de recherches pour le développement international	159 036 540	159 008 876	157 520 169	0	157 520 169
Chambre des communes	552 551 783	641 224 987	623 691 994	0	623 691 994
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	4 877 620	6 465 921	6 522 316	0	6 465 921
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 089 200	7 482 266	8 247 023	0	8 247 023

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 794 199	5 738 885	6 066 353	0	6 066 353
Commissariat au lobbying	5 219 782	5 694 957	5 955 987	0	5 955 987
Commissariat aux langues officielles	22 432 922	22 570 548	25 354 225	0	25 354 225
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	47 345 693	48 124 833	51 150 945	0	51 150 945
Commission canadienne de sûreté nucléaire	152 966 165	159 064 849	166 134 660	0	166 134 660
Commission canadienne des droits de la personne	39 352 660	39 768 895	37 757 130	0	37 757 130
Commission canadienne des grains	23 087 734	8 823 443	12 170 160	0	12 170 160
Commission canadienne du lait	4 543 733	4 222 621	4 994 571	0	4 994 571
Commission canadienne du tourisme	156 225 494	120 903 516	115 967 712	0	115 967 712
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	12 479 661	15 707 053	16 279 517	0	16 279 517
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 658 493	5 197 431	5 586 689	0	5 586 689
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	285 477 909	331 702 024	334 508 059	0	334 508 059
Commission de la capitale nationale	194 228 432	95 015 205	94 769 836	0	94 769 836

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commission de la fonction publique	98 874 189	94 286 333	98 317 664	0	98 874 189
Commission des champs de bataille nationaux	13 860 115	20 184 347	24 434 072	0	24 434 072
Commission des débats des chefs	699 364	3 453 736	3 513 078	0	3 453 736
Commission des libérations conditionnelles du Canada	68 776 478	70 318 191	73 270 166	0	73 270 166
Commission du droit d'auteur	3 995 788	4 352 213	4 456 235	0	4 352 213
Commission du droit du Canada	0	4 293 988	3 875 595	0	3 875 595
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 953 198	10 107 693	7 495 468	0	10 107 693
Conseil canadien des normes	17 967 928	20 115 721	21 397 106	0	21 397 106
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	12 021 528	17 093 674	17 746 047	0	17 093 674
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	15 025 569	19 830 099	18 015 148	0	19 830 099
Conseil de recherches en sciences humaines	1 062 701 277	1 162 592 071	1 197 931 895	399 763	1 198 331 658
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 381 528 634	1 375 705 882	1 383 834 006	8 700 238	1 392 434 244
Conseil des Arts du Canada	423 422 901	364 946 813	363 758 160	0	363 758 160
Conseil national de recherches du Canada	1 470 756 978	1 604 190 773	1 595 142 974	0	1 595 142 974
Corporation commerciale canadienne	13 000 000	13 000 000	13 792 138	0	13 792 138

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
École de la fonction publique du Canada	88 862 739	79 996 617	87 838 771	0	88 862 739
Énergie atomique du Canada limitée	1 083 200 000	1 547 315 307	1 591 309 916	0	1 591 309 916
Fondation canadienne des relations raciales	5 115 542	9 000 000	8 992 410	0	9 000 000
Gendarmerie royale du Canada	5 807 439 081	5 112 630 153	4 847 756 099	0	4 847 756 099
Instituts de recherche en santé du Canada	1 336 911 908	1 364 134 023	1 369 560 720	0	1 369 560 720
Investir au Canada	33 024 123	33 986 146	33 075 156	0	33 986 146
La Société des ponts fédéraux Limitée	4 423 000	7 381 000	17 923 000	0	17 923 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	205 277 430	231 671 430	262 413 187	0	262 413 187
Marine Atlantique S.C.C.	132 120 769	211 305 507	159 010 958	0	159 010 958
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 606 544 918	3 962 237 735	3 742 023 674	103 282 498	3 845 306 172
Ministère de l'Emploi et du Développement social	88 152 237 331	94 109 630 597	98 732 220 093	(508 117 847)	98 223 882 246
Ministère de l'Environnement	1 929 682 018	2 783 539 133	2 760 969 226	0	2 760 969 226
Ministère de l'Industrie	3 643 671 922	6 022 288 670	6 135 005 455	0	6 135 005 455
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 209 116 970	6 324 072 406	4 194 448 625	957 305 721	5 151 754 346
Ministère de la Défense nationale	26 930 160 095	30 266 161 232	30 584 803 954	0	30 584 803 954
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	499 408 022	422 707 419	321 336 012	0	321 336 012
Ministère de la Justice	983 322 572	1 078 718 049	927 911 871	0	927 911 871

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère de la Santé	4 322 308 189	7 310 605 237	8 678 602 524	342 924 932	9 021 458 053
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	3 311 573 431	2 974 095 156	1 605 273 828	34 836 745	1 640 205 730
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 254 203 627	8 578 750 536	8 808 093 823	0	8 808 093 823
Ministère des Anciens Combattants	5 422 344 598	6 046 119 393	6 214 030 778	529 327 616	6 743 368 394
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	323 108 817	316 492 418	371 460 417	0	371 460 417
Ministère des Finances	117 314 990 348	136 028 417 445	143 050 168 848	1 914 958 514	144 965 127 367
Ministère des Pêches et des Océans	3 776 827 749	4 570 026 440	4 685 180 404	0	4 685 180 404
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	9 132 581 039	26 459 197 687	10 913 250 553	5 617 358 608	16 530 609 248
Ministère des Ressources naturelles	2 540 126 761	5 531 560 796	5 551 139 953	213 512 409	5 764 652 160
Ministère des Services aux Autochtones	22 556 362 278	47 491 353 187	21 038 891 053	2 202 705 302	23 241 596 359
Ministère des Transports	2 279 650 484	4 115 091 804	3 651 829 173	605 050 505	4 256 879 678
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 449 791 048	5 295 751 330	4 784 233 010	0	4 784 233 010
Ministère du Patrimoine canadien	2 300 555 037	2 165 016 802	1 893 268 040	13 905 880	1 907 173 922
Musée canadien de l'histoire	77 558 634	78 307 251	83 116 568	0	83 116 568
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 956 694	9 086 694	10 024 370	0	10 024 370
Musée canadien de la nature	33 006 375	32 324 368	32 534 909	0	32 534 909

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Musée canadien des droits de la personne	30 816 799	26 798 013	28 589 790	0	28 589 790
Musée des beaux-arts du Canada	50 373 308	47 021 278	50 020 493	0	50 020 493
Musée national des sciences et de la technologie	39 736 712	36 535 096	38 404 738	0	38 404 738
Office des transports du Canada	41 130 317	52 005 362	56 259 387	0	56 259 387
Office national du film	72 447 870	71 788 425	71 954 082	0	71 954 082
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	19 066 601	21 440 912	21 262 850	0	21 262 850
Régie canadienne de l'énergie	112 416 975	113 522 763	111 393 654	0	111 393 654
Registraire de la Cour suprême du Canada	43 553 732	45 543 633	47 967 787	0	47 967 787
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	18 289 147	23 009 225	18 411 633	0	18 411 633
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	6 299 819	7 693 980	7 826 542	0	7 826 542
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 851 378	3 653 892	3 720 600	0	3 720 600
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 162 191 000	12 997 396 487	9 344 293 029	252 888 551	9 597 181 580
Sénat	104 900 100	126 694 386	134 868 514	0	134 868 514
Service administratif des tribunaux judiciaires	108 054 661	125 192 218	165 950 921	26 463 576	192 416 497

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	82 595 426	80 358 058	80 658 913	0	80 658 913
Service canadien du renseignement de sécurité	672 446 876	695 165 146	702 623 985	0	702 623 985
Service correctionnel du Canada	3 015 436 813	3 391 898 584	3 171 276 066	0	3 171 276 066
Service de protection parlementaire	101 612 114	103 713 748	104 543 183	0	104 543 183
Services partagés Canada	2 538 100 893	2 697 715 948	2 480 039 758	0	2 480 039 758
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 162 705 080	6 593 872 963	5 627 708 332	199 346 860	5 827 055 192
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	0	22 210 000
Société du Centre national des Arts	66 219 277	61 693 008	57 005 441	2 329 096	59 324 104
Société Radio-Canada	1 287 296 942	1 287 169 435	1 383 237 411	0	1 383 237 411
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	34 134 920	38 368 445	35 410 153	0	35 410 153
Statistique Canada	682 679 180	674 740 098	736 640 333	0	736 640 333
Téléfilm Canada	171 050 470	151 908 479	103 308 591	49 484 000	151 908 479
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	13 620 181	19 676 772	22 575 341	0	22 575 341
VIA HFR - VIA TGF Inc.	0	51 670 000	45 254 000	75 700 000	122 624 000
VIA Rail Canada Inc.	689 627 801	1 482 511 019	1 159 349 066	0	1 159 349 066
Total budgétaire	389 242 363 789	492 586 035 810	449 177 002 277	12 661 416 660	461 838 418 937
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(2 026 036)	0	0	0	0
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	(21 426 811)	0	0	0	0

Ministère, organisme ou société d'État	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère de l'Emploi et du Développement social	361 874 713	1 421 784 376	1 209 884 072	0	1 209 884 072
Ministère de l'Industrie	(4 657 000 000)	800 000	800 000	0	0
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	70 866 692	0	0	0	0
Ministère de la Défense nationale	(1 248 125)	0	0	0	0
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	264 930 483	201 000 000	201 000 000	0	201 000 000
Ministère des Finances	68 185 295 309	1 390 000 000	0	1 257 410 000	1 257 410 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	15 030 979	25 903 000	25 903 000	0	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 281 361	0	0	0	0
Service correctionnel du Canada	100	0	0	0	0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(164 412 879)	(119 838 866)	(194 777 830)	0	(194 777 830)
Total non budgétaire	64 056 165 786	2 919 648 510	1 242 809 242	1 257 410 000	2 500 219 242

Détails par organisation

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Tableau 1. Sommaire de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	29 134 464	0	585 000	29 719 464
5a Subventions et contributions	89 283 824	0	1 895 000	91 178 824
Total des crédits	118 418 288	0	2 480 000	120 898 288
Total des postes législatifs	2 352 765	0	0	2 352 765
Total des dépenses budgétaires	120 771 053	0	2 480 000	123 251 053

Tableau 2. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre des programmes de rétablissement de Lytton	Crédit 1a	585 000
	Crédit 5a	1 895 000
Total		2 480 000
Total des crédits à adopter		2 480 000
Total des dépenses budgétaires		2 480 000

Tableau 3. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	0	795 000	795 000

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	0	1 100 000	1 100 000

Bureau de l'infrastructure du Canada

Tableau 4. Sommaire de l'organisation (dollars) - Bureau de l'infrastructure du Canada

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	257 762 976	13 027 846	73 723	270 864 545
5 Dépenses en capital	18 774 480	0	0	18 774 480
10 Subventions et contributions	5 541 224 138	0	0	5 541 224 138
Total des crédits	5 817 761 594	13 027 846	73 723	5 830 863 163
Total des postes législatifs	2 387 448 422	0	16 124	2 387 464 546
Total des dépenses budgétaires	8 205 210 016	13 027 846	89 847	8 218 327 709

Tableau 5. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		

	N° du crédit	Montant (\$)
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1a	73 723
Total des crédits à adopter		73 723
Total des crédits législatifs		16 124
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de la Société canadienne d'hypothèques et de logement au Bureau de l'infrastructure du Canada pour favoriser la transition du leadership relatif à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	Crédit 1a	13 027 846
Total des transferts		13 027 846
Total des dépenses budgétaires		13 117 693

Tableau 6. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 192 265	16 124	19 208 389

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Tableau 7. Sommaire de l'organisation (dollars) - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	21 988 861	0	3 288 268	25 277 129
Total des crédits	21 988 861	0	3 288 268	25 277 129

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Total des postes législatifs	3 581 927	0	167 732	3 749 659
Total des dépenses budgétaires	25 570 788	0	3 456 000	29 026 788

Tableau 8. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés aux distinctions honorifiques nationales visant à souligner la transition de la Couronne au Canada	Crédit 1a	3 288 268
Total des crédits à adopter		3 288 268
Total des crédits législatifs		167 732
Total des dépenses budgétaires		3 456 000

Tableau 9. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 230 630	167 732	2 398 362

Conseil de recherches en sciences humaines

Tableau 10. Sommaire de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences humaines

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	44 248 882	0	0	44 248 882
5a Subventions	1 148 878 654	399 762	1	1 149 278 417
Total des crédits	1 193 127 536	399 762	1	1 193 527 299
Total des postes législatifs	4 804 359	0	0	4 804 359
Total des dépenses budgétaires	1 197 931 895	399 762	1	1 198 331 658

Tableau 11. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5a	1
Total des crédits à adopter		1
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour financer le programme Du laboratoire au marché	Crédit 5a	399 762
Total des transferts		399 762
Total des dépenses budgétaires		399 763

Tableau 12. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Laboratoire-au-marché	0	399 763	399 763

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Tableau 13. Sommaire de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	58 597 413	0	0	58 597 413
5a Subventions	1 318 171 508	(399 762)	9 100 000	1 326 871 746
Total des crédits	1 376 768 921	(399 762)	9 100 000	1 385 469 159
Total des postes législatifs	7 065 085	0	0	7 065 085
Total des dépenses budgétaires	1 383 834 006	(399 762)	9 100 000	1 392 534 244

Tableau 14. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à l'Institut McDonald (budget fédéral de 2024)	Crédit 5a	9 100 000
Total des crédits à adopter		9 100 000
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		

	N° du crédit	Montant (\$)
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour financer le programme Du laboratoire au marché	Crédit 5a	(399 762)
Total des transferts		(399 762)
Total des dépenses budgétaires		8 700 238

Tableau 15. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	1 033 791 400	9 100 000	1 042 891 400

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Tableau 16. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	662 147 698	0	3 068 984	665 216 682
5 Dépenses en capital	66 820 123	0	0	66 820 123
10a Subventions et contributions	799 514 734	0	55 000 000	854 514 734
Total des crédits	1 528 482 555	0	58 068 984	1 586 551 539
Total des postes législatifs	2 213 541 119	0	45 213 514	2 258 754 633
Total des dépenses budgétaires	3 742 023 674	0	103 282 498	3 845 306 172

Tableau 17. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au prolongement du soutien à l'industrie vinicole du Canada	Crédit 1a	3 068 984
	Crédit 10a	55 000 000
Total		58 068 984
Total des crédits à adopter		58 068 984
Total des crédits législatifs		45 213 514
Total des dépenses budgétaires		103 282 498

Tableau 18. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	0	55 000 000	55 000 000

Tableau 19. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	115 600 000	44 583 000	160 183 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 012 052	630 514	71 642 566

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Tableau 20. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Emploi et

du Développement social

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 296 715 593	0	4 086 685	1 300 802 278
5a Subventions et contributions	10 185 640 405	0	20 000 000	10 205 640 405
Total des crédits	11 482 355 998	0	24 086 685	11 506 442 683
Total des postes législatifs	87 249 864 095	0	(532 204 532)	86 717 659 563
Total des dépenses budgétaires	98 732 220 093	0	(508 117 847)	98 224 102 246
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	1 209 884 072	0	0	1 209 884 072
Total des dépenses non budgétaires	1 209 884 072	0	0	1 209 884 072

Tableau 21. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à l'Initiative Appuyer les communautés noires du Canada (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	4 086 685
	Crédit 5a	20 000 000
Total		24 086 685
Total des crédits à adopter		24 086 685
Total des crédits législatifs		(532 204 532)
Transferts		
Transferts à l'interne		

	N° du crédit	Montant (\$)
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) à la subvention intitulée Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	Crédit 5a	0
Total des transferts		0
Total des dépenses budgétaires		(508 117 847)

Tableau 22. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	20 191 707	5 000 000	25 191 707
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	100 000	1 000 000	1 100 000
Contributions			
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	17 237 957	15 000 000	32 237 957

Tableau 23. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	61 064 000 000	59 000 000	61 123 000 000

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	19 277 000 000	(469 000 000)	18 808 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	748 000 000	(123 000 000)	625 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	351 316 002	795 468	352 111 470

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Tableau 24. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 550 671 102	0	637 094 932	2 187 766 034
5 Dépenses en capital	11 846 201	0	0	11 846 201
10a Subventions et contributions	2 454 878 172	0	314 451 220	2 769 329 392
Total des crédits	4 017 395 475	0	951 546 152	4 968 941 627
Total des postes législatifs	177 053 150	0	5 759 569	182 812 719
Total des dépenses budgétaires	4 194 448 625	0	957 305 721	5 151 754 346

Tableau 25. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au Programme fédéral de santé intérimaire (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	411 200 000
Fonds destinés au Programme d'aide au logement provisoire	Crédit 10a	314 451 220
Fonds destinés au maintien de l'offre d'hébergement temporaire et de services de soutien aux demandeurs d'asile (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	141 198 283
Fonds destinés à la création d'un système de migration moderne, numérique et axé sur les données pour le Canada	Crédit 1a	84 696 649
Total des crédits à adopter		951 546 152
Total des crédits législatifs		5 759 569
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (55 000 000 \$) à la Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés pour l'Initiative d'aide transitoire Canada-Ukraine	Crédit 10a	0
Total des transferts		0
Total des dépenses budgétaires		957 305 721

Tableau 26. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	0	314 451 220	314 451 220
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	94 890 328	55 000 000	149 890 328

Tableau 27. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire -

(dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135 856 747	5 759 569	141 616 316

Ministère de la Santé

Tableau 28. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère de la Santé

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 946 902 738	(214 376)	1 654 957	2 948 343 319
5 Dépenses en capital	26 515 978	0	0	26 515 978
10a Subventions et contributions	5 424 597 004	0	341 073 000	5 765 670 004
Total des crédits	8 398 015 720	(214 376)	342 727 957	8 740 529 301
Total des postes législatifs	280 586 804	0	411 351	280 998 155
Total des dépenses budgétaires	8 678 602 524	(214 376)	343 139 308	9 021 527 456

Tableau 29. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à l'amélioration des conditions de travail des préposés aux services de soutien à la personne	Crédit 10a	325 000 000

	N° du crédit	Montant (\$)
Fonds destinés à établir l'Agence canadienne des médicaments	Crédit 1a	1 654 957
	Crédit 10a	16 073 000
Total		17 727 957
Total des crédits à adopter		342 727 957
Total des crédits législatifs		411 351
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour le travail postérieur aux négociations visant à établir l'Agence canadienne des médicaments	Crédit 1a	(214 376)
Total des transferts		(214 376)
Total des dépenses budgétaires		342 924 932

Tableau 30. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	40 902 678	12 073 000	52 975 678
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	89 639 729	4 000 000	93 639 729
Autres paiements de transfert			
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	4 300 310 000	325 000 000	4 625 310 000

Tableau 31. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 726 713	411 351	129 138 064

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Tableau 32. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	229 204 260	0	20 120 605	249 324 865
5a Subventions et contributions	1 353 564 563	0	13 740 827	1 367 305 390
Total des crédits	1 582 768 823	0	33 861 432	1 616 630 255
Total des postes législatifs	22 505 005	0	975 313	23 480 318
Total des dépenses budgétaires	1 605 273 828	0	34 836 745	1 640 110 573

Tableau 33. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au Programme d'indemnisation d'armes à feu de style arme d'assaut afin de faire progresser la collecte des armes à feu de style arme d'assaut interdites	Crédit 1a	11 687 254
	Crédit 5a	6 904 131
Total		18 591 385

	N° du crédit	Montant (\$)
Fonds destinés à la collecte, à la validation et à la destruction des armes à feu de style arme d'assaut se trouvant dans des entreprises (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	8 433 351
	Crédit 5a	6 836 696
Total		15 270 047
Total des crédits à adopter		33 861 432
Total des crédits législatifs		975 313
Total des dépenses budgétaires		34 836 745

Tableau 34. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	0	13 740 827	13 740 827

Tableau 35. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 406 405	975 313	23 381 718

Ministère des Anciens Combattants

Tableau 36. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Anciens Combattants

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
1a Dépenses de fonctionnement	1 368 262 515	0	528 253 666	1 896 516 181
5 Subventions et contributions	4 800 622 351	0	0	4 800 622 351
Total des crédits	6 168 884 866	0	528 253 666	6 697 138 532
Total des postes législatifs	45 145 912	0	1 073 950	46 219 862
Total des dépenses budgétaires	6 214 030 778	0	529 327 616	6 743 358 394

Tableau 37. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à l'entente de règlement finale Manuge	Crédit 1a	471 353 666
Fonds destinés à l'entente de règlement finale Manuge pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	Crédit 1a	56 900 000
Total des crédits à adopter		528 253 666
Total des crédits législatifs		1 073 950
Total des dépenses budgétaires		529 327 616

Tableau 38. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 850 312	1 073 950	45 924 262

Tableau 39. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Finances

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	145 198 781	0	1 329 964	146 528 745
5 Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	1	0	0	1
Total des crédits	145 198 782	0	1 329 964	146 528 746
Total des postes législatifs	142 904 970 066	0	1 913 628 550	144 818 598 616
Total des dépenses budgétaires	143 050 168 848	0	1 914 958 514	144 965 127 362
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	0	0	1 257 410 000	1 257 410 000
Total des dépenses non budgétaires	0	0	1 257 410 000	1 257 410 000

Tableau 40. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à faire avancer le développement d'une taxonomie de la finance durable qui s'aligne sur l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050	Crédit 1a	1 329 964
Total des crédits à adopter		1 329 964
Total des crédits législatifs		1 913 628 550
Total des dépenses budgétaires		1 914 958 514
Dépenses non-budgétaires		
Total des crédits législatifs		1 257 410 000
Total des dépenses non-budgétaires		1 257 410 000

Tableau 41. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	41 957 000 000	764 000 000	42 721 000 000
Autres frais d'intérêts	4 582 000 000	1 105 000 000	5 687 000 000
Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada	3 454 085 000	165 634 000	3 619 719 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 561 484	104 340	15 665 824
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 331 973 210)	(22 574 790)	(1 354 548 000)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(6 033 974 000)	(98 535 000)	(6 132 509 000)

Tableau 41. Énumération des autorisations législatives - Non budgétaire - (dollars)

Non budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds Monétaire International (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, paragraphe 8.1(1)</i>)	0	1 257 410 000	1 257 410 000

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Tableau 42. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 972 347 839	0	1 843 692 644	3 816 040 483
5 Dépenses en capital	75 000	0	0	75 000
10a Subventions et contributions	8 908 436 755	0	3 773 588 690	12 682 025 445

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Total des crédits	10 880 859 594	0	5 617 281 334	16 498 140 928
Total des postes législatifs	32 390 959	0	77 274	32 468 233
Total des dépenses budgétaires	10 913 250 553	0	5 617 358 608	16 530 609 161
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15 Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	0	0	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires	25 903 000	0	0	25 903 000

Tableau 43. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à la mise en œuvre de la stratégie de règlement accéléré des revendications relatives aux avantages agricoles	Crédit 10a	1 767 683 083
Fonds destinés à la mise en œuvre du règlement relatif aux externats indiens fédéraux et aux élèves externes des pensionnats indiens (McLean et Gottfriedson)	Crédit 1a	1 482 171 300
Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières	Crédit 10a	1 000 000 000
Fonds destinés au règlement des revendications historiques	Crédit 10a	447 900 000
Fonds destinés au règlement des revendications territoriales et des litiges	Crédit 10a	393 148 200
Fonds destinés à régler le litige Percival (Foyers familiaux indiens fédéraux)	Crédit 1a	303 600 000

	N° du crédit	Montant (\$)
Financement destiné au Fonds d'équité en santé autochtone (poste horizontal)	Crédit 10a	56 082 960
Fonds destinés à l'Entente de règlement ayant trait à la rafle des années 1960	Crédit 1a	50 000 000
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieux urbain, rural et nordique (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1a	421 344
	Crédit 10a	47 852 104
Total		48 273 448
Fonds destinés au gouvernement du Manitoba pour financer une fouille au site d'enfouissement de Prairie Green (budget fédéral de 2024)	Crédit 10a	20 000 000
Fonds destinés à l'appui de l'arpentage des terres et des processus de ratification des traités, des ententes sur l'autonomie gouvernementale et des ententes sectorielles	Crédit 1a	100 000
	Crédit 10a	15 671 223
Total		15 771 223
Fonds destinés aux paiements au titre de mandats historiques à quatre groupes autochtones du Nord de la Colombie-Britannique	Crédit 10a	10 478 620
Fonds destinés à fournir du financement de recherche aux Premières Nations afin qu'elles puissent effectuer des recherches sur leurs revendications particulières et les élaborer	Crédit 10a	8 000 000
Fonds destinés à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	Crédit 1a	7 400 000
Fonds destinés aux investissements dans la jeunesse autochtone pour faire avancer l'appel à l'action 66 de la Commission de vérité et de réconciliation (budget fédéral de 2024)	Crédit 10a	6 250 000
Fonds destinés à l'appui de la participation des Inuvialuit à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord sur l'Arctique de l'Ouest - Tariuq (extracôtier) (budget fédéral de 2022)	Crédit 10a	522 500
Total des crédits à adopter		5 617 281 334
Total des crédits législatifs		77 274

	N° du crédit	Montant (\$)
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (50 245 606 \$) aux subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35 afin de financer l'exécution d'accords fiscaux avec les bénéficiaires sectoriels de l'éducation et l'Alliance nationale des Dakelh du Sud	Crédit 10a	0
Total des transferts		0
Total des dépenses budgétaires		5 617 358 608

Tableau 44. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	5 985 068 880	3 607 981 283	9 593 050 163
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 576 074 422	140 009 341	1 716 083 763
Subvention au gouvernement du Manitoba pour soutenir une recherche sur la décharge de Prairie Green	0	20 000 000	20 000 000

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	0	8 930 489	8 930 489
Contributions			
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	108 794 832	15 719 460	124 514 292
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	58 624 829	6 250 000	64 874 829
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	94 603 783	522 500	95 126 283

Tableau 45. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 187 053	77 274	26 264 327

Ministère des Ressources naturelles

Tableau 46. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Ressources naturelles

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
1a Dépenses de fonctionnement	886 000 876	0	10 274 198	896 275 074
5a Dépenses en capital	38 370 809	0	2 870 000	41 240 809
10a Subventions et contributions	2 796 124 984	0	200 000 000	2 996 124 984
Total des crédits	3 720 496 669	0	213 144 198	3 933 640 867
Total des postes législatifs	1 830 643 284	0	368 211	1 831 011 495
Total des dépenses budgétaires	5 551 139 953	0	213 512 409	5 764 652 362

Tableau 47. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au programme Subvention canadienne pour des maisons plus vertes	Crédit 10a	200 000 000
Fonds destinés au Programme du plateau continental étendu du Canada (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	10 274 198
	Crédit 5a	2 870 000
Total		13 144 198
Total des crédits à adopter		213 144 198
Total des crédits législatifs		368 211
Total des dépenses budgétaires		213 512 409

Tableau 48. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
--	--------------------------------	--	------------------------------

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	722 151 500	200 000 000	922 151 500

Tableau 49. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 671 087	368 211	73 039 298

Ministère des Services aux Autochtones

Tableau 50. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Services aux Autochtones

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 583 434 729	214 376	209 951 093	2 793 600 198
5 Dépenses en capital	6 385 586	0	0	6 385 586
10a Subventions et contributions	18 337 731 120	0	1 955 005 142	20 292 736 262
Total des crédits	20 927 551 435	214 376	2 164 956 235	23 092 722 046
Total des postes législatifs	111 339 618	0	37 534 691	148 874 309
Total des dépenses budgétaires	21 038 891 053	214 376	2 202 490 926	23 241 596 355

Tableau 51. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au Programme amélioré pour l’approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières Nations	Crédit 1a	20 484 892
	Crédit 10a	749 219 700
Total		769 704 592
Fonds destinés au maintien et à la progression de la réforme du programme des Services à l’enfance et à la famille des Premières Nations	Crédit 1a	15 645 050
	Crédit 10a	617 816 000
Total		633 461 050
Financement destiné au Fonds d’équité en santé autochtone (poste horizontal)	Crédit 10a	143 917 040
Fonds destinés aux coûts liés à la rémunération et à la réforme du programme des Services à l’enfance et à la famille des Premières Nations et au principe de Jordan	Crédit 1a	129 054 293
Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre de l’Initiative : Les enfants inuits d’abord (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	42 825 148
	Crédit 10a	78 487 500
Total		121 312 648
Fonds destinés aux frais de déplacement pour des raisons médicales au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest	Crédit 10a	120 200 000
Fonds destinés à l’Inuvialuit Regional Corporation afin de faire progresser la mise en œuvre et l’opérationnalisation des lois sur les services aux enfants et aux familles autochtones (budget fédéral de 2024)	Crédit 10a	100 490 909
Fonds destinés à un centre de soins à Asubpeeschoseewagong Netum Anishinabek pour les personnes souffrant d’un empoisonnement au mercure et à un centre de bien-être pour les membres des nations indépendantes de Wabaseemoong ayant été exposés au mercure	Crédit 10a	62 861 947

	N° du crédit	Montant (\$)
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 941 710
	Crédit 10a	39 167 605
Total		41 109 315
Fonds destinés à la création de la Commission des eaux des Premières Nations	Crédit 10a	25 000 000
Fonds destinés à la Première Nation Opitciwan afin de faire progresser la mise en œuvre et l'opérationnalisation des lois sur les services aux enfants et aux familles autochtones (budget fédéral de 2024)	Crédit 10a	17 444 441
Fonds destinés à l'organisme Nunavut Tunngavik Incorporated (budget fédéral de 2023)	Crédit 10a	400 000
Total des crédits à adopter		2 164 956 235
Total des crédits législatifs		37 534 691
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé au ministère des Services aux Autochtones pour le travail postérieur aux négociations visant à établir l'Agence canadienne des médicaments	Crédit 1a	214 376
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (59 500 000 \$) aux Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	Crédit 10a	0
Total des transferts		214 376
Total des dépenses budgétaires		2 202 705 302

Tableau 52. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	311 057 276	177 435 350	488 492 626
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	3 630 317 782	774 219 700	4 404 537 482
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	3 309 540 584	558 316 000	3 867 856 584
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 593 162 613	245 537 500	2 838 700 113
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	44 414 779	143 917 040	188 331 819
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	267 313 273	39 167 605	306 480 878
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 154 055 697	16 411 947	1 170 467 644

Tableau 53. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 141 018	5 692 248	112 833 266

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	0	31 842 443	31 842 443

Ministère des Transports

Tableau 54. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère des Transports

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 010 983 880	0	1 685 202	1 012 669 082
5 Dépenses en capital	248 381 570	0	0	248 381 570
10a Subventions et contributions	2 115 729 155	0	603 243 600	2 718 972 755
Total des crédits	3 375 094 605	0	604 928 802	3 980 023 407
Total des postes législatifs	276 734 568	0	121 703	276 856 271
Total des dépenses budgétaires	3 651 829 173	0	605 050 505	4 256 879 678

Tableau 55. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		

	N° du crédit	Montant (\$)
Fonds destinés au Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	1 685 202
	Crédit 10a	603 243 600
Total		604 928 802
Total des crédits à adopter		604 928 802
Total des crédits législatifs		121 703
Total des dépenses budgétaires		605 050 505

Tableau 56. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	587 632 784	603 243 600	1 190 876 384

Tableau 57. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 431 711	121 703	103 553 414

Ministère du Patrimoine canadien

Tableau 58. Sommaire de l'organisation (dollars) - Ministère du Patrimoine canadien

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
1a Dépenses de fonctionnement	237 751 779	0	784 868	238 536 647
5a Subventions et contributions	1 624 605 590	0	13 000 000	1 637 605 590
Total des crédits	1 862 357 369	0	13 784 868	1 876 142 237
Total des postes législatifs	30 910 671	0	121 012	31 031 683
Total des dépenses budgétaires	1 893 268 040	0	13 905 880	1 907 173 920

Tableau 59. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au Bureau de l'écran autochtone (budget fédéral de 2024)	Crédit 5a	13 000 000
Fonds destinés au Secrétariat de la jeunesse	Crédit 1a	784 868
Total des crédits à adopter		13 784 868
Total des crédits législatifs		121 012
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (12 700 000 \$) aux Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	Crédit 5a	0
Total des transferts		0
Total des dépenses budgétaires		13 905 880

Tableau 60. Liste des paiements de transfert (dollars)

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	19 500 000	12 700 000	32 200 000
Contributions			
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone	0	13 000 000	13 000 000

Tableau 61. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 698 471	121 012	28 819 483

Secrétariat du Conseil du Trésor

Tableau 62. Sommaire de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	348 204 864	0	2 414 728	350 619 592
5a Dépenses éventuelles du gouvernement	750 000 000	0	250 000 000	1 000 000 000
10 Initiatives pangouvernementales	18 500 000	0	0	18 500 000

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
20 Assurances de la fonction publique	3 843 672 789	0	0	3 843 672 789
25 Report du budget de fonctionnement	3 000 000 000	0	0	3 000 000 000
30 Besoins en matière de rémunération	600 000 000	0	0	600 000 000
35 Report du budget des dépenses en capital	750 000 000	0	0	750 000 000
Total des crédits	9 310 377 653	0	252 414 728	9 562 792 381
Total des postes législatifs	33 915 376	0	473 823	34 389 199
Total des dépenses budgétaires	9 344 293 029	0	252 888 551	9 597 181 580

Tableau 63. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à l'augmentation du crédit central 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 5a	250 000 000
Fonds destinés à la mise en œuvre de la version modernisée de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	Crédit 1a	2 414 728
Total des crédits à adopter		252 414 728
Total des crédits législatifs		473 823
Total des dépenses budgétaires		252 888 551

Tableau 64. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
------------	-------------------------	--	-------------------------

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 816 776	473 823	34 290 599

Service administratif des tribunaux judiciaires

Tableau 65. Sommaire de l'organisation (dollars) - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	155 939 429	0	26 280 421	182 219 850
Total des crédits	155 939 429	0	26 280 421	182 219 850
Total des postes législatifs	10 011 492	0	183 155	10 194 647
Total des dépenses budgétaires	165 950 921	0	26 463 576	192 414 497

Tableau 66. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés au Programme de modernisation des installations judiciaires au pays (phase II)	Crédit 1a	26 280 421
Total des crédits à adopter		26 280 421
Total des crédits législatifs		183 155
Total des dépenses budgétaires		26 463 576

Tableau 67. Énumération des autorisations législatives - Budgétaire - (dollars)

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 011 492	183 155	10 194 647

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Tableau 68. Sommaire de l'organisation (dollars) - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	5 620 208 332	(13 027 846)	212 374 706	5 819 555 192
Total des crédits	5 620 208 332	(13 027 846)	212 374 706	5 819 555 192
Total des postes législatifs	7 500 000	0	0	7 500 000
Total des dépenses budgétaires	5 627 708 332	(13 027 846)	212 374 706	5 827 055 192
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(194 777 830)	0	0	(194 777 830)
Total des dépenses non budgétaires	(194 777 830)	0	0	(194 777 830)

Tableau 69. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique (budget fédéral de 2023) (poste horizontal)	Crédit 1a	209 806 329
Fonds destinés au plan de mobilisation à l'égard de l'élaboration conjointe de la Stratégie sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique	Crédit 1a	2 568 377
Total des crédits à adopter		212 374 706
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de la Société canadienne d'hypothèques et de logement au Bureau de l'infrastructure du Canada pour favoriser la transition du leadership relatif à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	Crédit 1a	(13 027 846)
Total des transferts		(13 027 846)
Total des dépenses budgétaires		199 346 860

Société du Centre national des Arts

Tableau 70. Sommaire de l'organisation (dollars) - Société du Centre national des Arts

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	57 005 441	0	2 329 096	59 334 537
Total des dépenses budgétaires	57 005 441	0	2 329 096	59 334 537

Tableau 71. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à la modernisation de l'infrastructure numérique	Crédit 1a	2 329 096
Total des crédits à adopter		2 329 096
Total des dépenses budgétaires		2 329 096

Téléfilm Canada

Tableau 72. Sommaire de l'organisation (dollars) - Téléfilm Canada

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	103 308 591	0	49 484 000	152 792 591
Total des dépenses budgétaires	103 308 591	0	49 484 000	152 792 591

Tableau 73. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés aux paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	49 484 000
Total des crédits à adopter		49 484 000

	N° du crédit	Montant (\$)
Total des dépenses budgétaires		49 484 000

VIA HFR - VIA TGF Inc.

Tableau 74. Sommaire de l'organisation (dollars) - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses - Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses - Rajustements	Autorisations proposées à ce jour
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	45 254 000	0	75 700 000	120 954 000
Total des dépenses budgétaires	45 254 000	0	75 700 000	120 954 000

Tableau 75. Explication du besoin (dollars)

	N° du crédit	Montant (\$)
Dépenses budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à répondre aux besoins de fonctionnement (budget fédéral de 2024)	Crédit 1a	75 700 000
Total des crédits à adopter		75 700 000
Total des dépenses budgétaires		75 700 000

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

Tableau 1. Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de

loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	585 000
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 895 000
Total		2 480 000
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	73 723
Total		73 723
BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général 	3 288 268
Total		3 288 268
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1
Total		1
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	9 100 000
Total		9 100 000
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b. l'administration du programme « Agri-stabilité »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 068 984
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	55 000 000
Total		58 068 984
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c. tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d. la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	4 086 685
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	20 000 000
Total		24 086 685
MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	637 094 932
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	314 451 220
Total		951 546 152
MINISTÈRE DE LA SANTÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : <ul style="list-style-type: none"> a. le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b. le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c. le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 654 957
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	341 073 000
Total		342 727 957
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses en capital • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	20 120 605
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	13 740 827
Total		33 861 432
MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics • Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a. aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b. à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	528 253 666
Total		528 253 666
MINISTÈRE DES FINANCES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 329 964
Total		1 329 964
MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 843 692 644
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	3 773 588 690
Total		5 617 281 334
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la vente de produits d'information et de produits forestiers; b. la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c. la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d. la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	10 274 198
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	2 870 000
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	200 000 000
Total		213 144 198
MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	209 951 093
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	1 955 005 142
Total		2 164 956 235
MINISTÈRE DES TRANSPORTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique • Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 685 202
10a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	603 243 600
Total		604 928 802
MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b. les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	784 868
5a	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	13 000 000
Total		13 784 868
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 414 728
5a	<p>Dépenses éventuelles du gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit • Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues — auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs —, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées • Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit 	250 000 000
Total		252 414 728
SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	26 280 421
Total		26 280 421
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>; b. dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>. 	212 374 706
Total		212 374 706
SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	2 329 096
Total		2 329 096
TÉLÉFILM CANADA		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> 	49 484 000
Total		49 484 000
VIA HFR - VIA TGF INC.		
1a	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	75 700 000
Total		75 700 000
Total		11 187 495 220

Date de modification :

2024-05-23